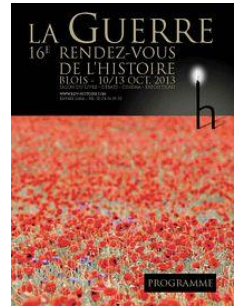


Table ronde

LES ENJEUX DE LA GUERRE ECONOMIQUE



Table ronde autour d'Axelle Degans, professeur en classes préparatoires ECS avec Yann Decorzant maître de conférences à l'université de Genève, économiste spécialiste de la coopération économique, Christian Harbulot directeur de l'Ecole de Guerre Economique, et Jean Marc Huissoud, directeur de l'ESC de Grenoble, géopoliticien.



Cette table ronde est animée par **Axelle Degans** professeur d'histoire géographie en classes préparatoires ECS au lycée Dessaignes de Blois, qui donne la parole à **Yann Decorzant** maître de conférences à l'université de Genève, économiste spécialiste de la coopération économique, **Christian Harbulot** directeur de l'Ecole de Guerre Economique, et **Jean Marc Huissoud**, directeur de l'ESC de Grenoble, géopoliticien.

Beaucoup d'élèves de classes préparatoires et d'étudiants sont présents dans la salle, d'où la tonalité particulière des discours tenus par les conférenciers, en particulier des propos de Jean Marc Huissoud, qui fait passer un message original et intéressant aux futures cadres des entreprises françaises.

Le sujet de cette table ronde est exposé clairement par l'animatrice des débats : sommes nous dans une guerre économique ? Si la guerre est un conflit qui va jusqu'aux extrêmes, la guerre économique existe t-elle ? Où commence t-elle ? Quel est son sens, la concurrence, la conquête de la puissance ?

La première question posée aux conférenciers présents porte sur la définition de la « guerre économique ».

Pour Yann Decorzant, l'idée de « guerre économique » apparaît au 19^{ème} siècle avec les premières barrières protectionnistes.

Pour Christian Harbulot, cette idée, liée à la question de la survie, naît pendant la période de la colonisation, qui est une militarisation de la préservation des marchés et ressources (voir par exemple les deux guerres de l'opium), même si ce lien est occulté à l'époque.

Enfin pour Jean Marc Huissoud, la définition est difficile, y compris de l'adjectif "économique", car où s'arrête l'économie ? Pour lui, il existe deux dimensions de la guerre économique, la guerre utilisant des intérêts économiques, la guerre "par" l'économie, et la guerre "dans" l'économie par production concurrentielle de richesses, plus complexe.

Axelle Degans demande ensuite si « on peut éviter le "Verdun" économique ».

Pour Yann Decorzant, après la GM1, la SDN est créée avec un but pacifique. Un des corollaires est celui des enjeux économiques dans un contexte d'inflation, de chômage, de reconstruction. Une organisation économique et financière est créée avec des études sur les formalités douanières, sur les entreprises étrangères, et la création de plans de reconstruction. Cette dynamique de coopération fonctionne dans les années 20. Mais la logique nationale reprend vite le dessus, avec les dévaluations monétaires.

Pendant la GM2, quelques personnes pensent l'après guerre, dont J Keynes, et réfléchissent à la monnaie (création du FMI) et à la croissance, en particulier à la conférence de Bretton Woods. Enfin, une charte du commerce mondial est rédigée en 1947 et 1948 à la Havane, non ratifiée par les USA, mais aboutissant à la création du GATT en 1948. En Europe, la création de la CEE s'inscrit dans la même dynamique. Mais ces organisations sont sensibles aux tensions internationales, et la production de règles et normes est aussi créatrice de tensions.

Pour Christian Harbulot, des allers et retours permanents existent entre la volonté de régulation et la guerre économique.

Par exemple, actuellement, la Bolivie réfléchit à se protéger de l'accaparement et du pillage, tout en gardant des relations apaisées avec le monde. Autre exemple, la recherche de terres rares par la Chine et d'autres ne vise pas actuellement à réguler les échanges, mais à garder le leadership et le contrôle. Donc la guerre "par" l'économie existe, révélée en particulier par l'affaire Snowden. Les Etats Unis ne veulent pas que le leadership mondial leur échappe, ce qui se manifeste, par exemple, par le refus de la création d'un système européen de surveillance des déchets dans l'espace par crainte que le nombre de leurs satellites de surveillance ne devienne visible. On n'est pas là dans la compétition, mais dans l'expression et la recherche de puissance.

La guerre " dans" l'économie existe aussi et demeure tout à fait secrète. Par exemple, en un an, le laboratoire de l'entreprise des chocolats Lindt en France a été visité, les véhicules fracturés, le siège parisien visité par un pseudo réparateur informatique, et une rumeur fausse de licenciements a été répandue pour déstabiliser l'entreprise. La responsabilité d'un concurrent est établie avec certitude, mais l'impuissance est absolue, sauf sur la rumeur, démentie. Les victimes ne parlent pas car personne ne veut apparaître comme victime dans le monde économique. On est donc dans un cercle vicieux, et la régulation est très difficile. Autre exemple, celui de l'entreprise Perrier, victime d'une OPA, en raison de la trahison d'un salarié, identifié, mais non puni, car celui qui témoigne est mis sur une « black liste » à vie. On commence à travailler sur ces sujets dans des écoles de commerce et les classes préparatoires, car l'affaire Snowden révèle qu'il

est impossible de travailler de manière sécurisée aujourd'hui si on utilise Internet. La trahison n'existe pas comme un délit en France, sauf si on rend l'information trahie publique, ce qui est impossible pour les entreprises, et donc les traîtres sont peu punis.

Pour Jean Marc Huissoud, les guerres économiques existent puisqu' il a fallu créer l'OMC pour les réguler, c'est une évidence. Mais la question de fond est de savoir si on peut distinguer la concurrence commerciale et la violence "belligène" dans les relations commerciales ?

Longtemps, la compétition commerciale et économique est apparue comme pacifique par définition (Francis Fukuyama), mais c'est tout à fait inexact. La prédation et la délinquance volontaire dans l'économie sont une réalité, même si les logiques de coopération existent. Ce qui est nouveau, et redoutable, c'est le développement du discours de guerre économique dans celui du management. Car cela permet à des dirigeants de demander des sacrifices extrêmes aux salariés en permanence, même si la concurrence n'existe pas et le danger non plus, et cela fait des dégâts considérables, par paranoïa, par volonté de puissance de certains chefs d'entreprise, et déstructure la relation avec les fournisseurs et entre les salariés. Au final, la guerre économique est partout, devient la guerre pour l'emploi, et la guerre entre les salariés de base et les cadres. Par exemple à Montpellier, les dentistes manquent, mais ceux en place considèrent les autres comme des ennemis concurrentiels. Cette attitude se répand et crée des ambiances effroyables dans les entreprises, et un refus des "sacrifices", créateur de tensions extrêmes. Il faut donc encourager la collaboration au sein des entreprises et pas la frustration, ne serait ce que pour éviter les "trahisons" de certains cadres. Devenir cadre avec un état d'esprit guerrier inadapté, c'est, au final, du suicide (sic) !

Le piège français actuel est que les chefs d'entreprise ne comprennent pas qu'ils doivent développer des logiques coopératives en interne et en externe, ce que les anglo-saxons, eux, ont compris.

Je vous laisse imaginer, ici, l'enthousiasme de la jeune génération, qui salue ces propos et montre son adhésion avec une ovation qui conclut l'exposé.

Anne Calvet